

CONTRE L'INTERNATIONALE DE LA TERREUR

La dictature Argentine developpe son activité terroriste tout au long du territoire Argentin et au-delà des frontières.

Le ministre de l'Economie, M. Martinez de Hoz, champion du terrorisme économique contre les travailleurs, pourrait éclaircir, (puisque'il ne le dit pas ouvertement), que les extraordinaires dépenses de l'appareil repressif et militaire (presque 50 pour cent de la dépense publique), sont à la base du déficit budgétaire de l'Etat, lequel se traduit, dans la situation économique, comme facteur de crise, d'instabilité, d'inflation.

Ces dépenses servent à entretenir les camps de concentration et prisons; à la préparation d'une guerre fratricide contre les travailleurs chiliens et argentins; à l'action de groupes commandos dans les pays voisins (Perou, Brésil); à la chasse des exilés, et à envoyer de larges missions de "conseillers" d'armes et de plans de coup d'Etat "made in Argentine" (l'exemple le plus récent est celui de la Bolivie, dénoncé par plusieurs organisations internationales). On peut donner les noms: du Colonel Argentin Osvaldo Chimeno, chef des groupes de "conseillers" civils et militaires - Le Monde, 21 Août 1980-; du Lieutenant Colonel Durand, Chargé de torturer les prisonniers du camp de concentration Chonchucoro -Masas, 15 Août 1980 -. Plus le "gaspillage" dans les manoeuvres militaires, en vue de la constitution d'une force armée de type continental (frère de l'OTAN, mais du Sud), après les accords Videla - Figueredo.

Evidemment, cet accroissement de la crise et du déficit d'état, retombe sur le dos des travailleurs: diminution du salaire réel; accroissement du chômage; augmentation des impôts et des tarifs des services publics (desquels sont épargnés les capitalistes, pour permettre d'accroître les investissements); destruction de la retraite (l'Etat s'est approprié l'argent); l'arrêt de la construction bon marché pour les secteurs populaires.

La dictature Argentine incarne et dirige le fer de lance d'une véritable organisation du terrorisme dans le cône sud d'Amérique. Dans le pays, la dictature essaie de mettre en place la "légalisation" d'un long règne: "l'institutionnalisation du gouvernement de facto". On inscrit dans ce cadre le dit "dialogue", auquel ont été convoqué certains secteurs "civils" et politiques, en vue de faire accepter et soutenir la Junte Militaire en ses points les plus faibles: essayer de tirer un voile d'oubli, sur les milliers de prisonniers - disparus; sur la tentative de destruction de la Centrale Unique des Travailleurs. "... Ce dialogue "conditionné" est un monologue entre le gouvernement et ceux qui lui font écho..." "celui qui se considère démocratique ne peut accepter le dialogue ou l'on passe sous silence la réalité de milliers de disparus et prisonniers politiques...". Le dialogue a été défini de cette façon par la Commission de Parents de Disparus et Prisonniers Politiques Argentins.

Dernièrement, la Junte Militaire vient de nommer le General Viola comme successeur de l'actuel président Videla, selon les plans institutionnels fait par la propre dictature.

Nous, Travailleurs et Syndicalistes Argentins en exil, dénonçons ce fait comme "un changement qui ne change rien". Le General Viola a été et continue d'être partisan de tout le processus de la terreur, C'est lui-même qui, le 14/2/80, a déclaré que "les Forces Armées n'admettront pas la révision de ce qui a été fait dans la lutte contre le terrorisme". Cela revient à dire que la convergence civique-militaire, ligne dans laquelle se dit inscrit le General Viola, signifie la même continuité du dialogue: des milliers de disparus et prisonniers, la liquidation des syndicats et de la démocratie, la continuité de la dictature.

+ + +

Travailleurs et Syndicalistes Argentins en Exil (TYSAE) saluons chaleureusement l'initiative que developpe le Club Socialiste des Droits de l'Homme, et, côte à côte, nous appelons à renforcer les efforts de dénonciation de la terreur de la dictature.

Face à l'Internationale de la Terreur, il s'impose une riposte internationale des peuples, démontrant ainsi notre solidarité avec le peuple Argentin, et en cette soirée, particulièrement avec les Familles et Mères des disparus et prisonniers.

Nous appelons aussi à appuyer la campagne Internationale pour obtenir le Prix Nobel aux Mères de la Place de Mai et à la Commission des Parents des Disparus et Prisonniers politiques, qui sont le porte-drapeau de la lutte pour l'éclaircissement et la dénonciation du terrorisme d'Etat des Militaires Argentins.

Une fois de plus, et avec le reste de nos camarades Argentins, nous nous rassemblons de façon unitaire, avec la solidarité du peuple français, pour crier :

- A bas la dictature militaire !
- Vive la lutte du Peuple Argentin !
- Vive la solidarité internationale !



(TYSAE)
10/10/80